

Au Venezuela, on n'a pas besoin de médiation.

Caracas, 2 mai AVN – Le chancelier de la République, Elias Jaua, a rejeté ce jeudi les prétentions d'ingérence que l'Organisation des Etats Américains et des gouvernements comme ceux des Etats-Unis et d'Espagne veulent exercer sur le Venezuela et a réaffirmé que le pays a sa pleine stabilité politique et sociale, garantie par le gouvernement du président Nicolas Maduro.

Il a dénoncé le fait que sur la scène internationale, on prétend construire un mensonge sur la situation politique au Venezuela pour tenter de promouvoir une intervention à travers les voies trompeuses de la médiation.

« Faire croire que le Venezuela mérite une intervention est une supercherie à laquelle nous devons répondre et que nous devons rejeter », a soutenu Jaua, en référence à ce qu'il a dénoncé comme des actions d'ingérence de la part du secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), José Miguel Insulza, et des porte-parole des gouvernements de l'Espagne et des Etats-Unis qui prétendent présenter au monde une image critique de la situation politique vénézuélienne.

Il a rappelé que l'intervention de l'OEA dans les sujets internes du Venezuela dans le passé a encouragé des tentatives de déstabilisation et de coups d'Etat de la part de la droite.

En 2002, au lendemain du coup d'Etat du 11 avril, le Commandant Suprême Hugo Chavez a organisé une rencontre de dialogue avec l'opposition à laquelle l'OEA a participé, représentée par celui qui était alors secrétaire général, Cesar Gaviria. Pendant que le gouvernement du président Chavez mettait en place les mécanismes pour le dialogue, l'opposition orchestrait un nouveau coup d'Etat avec une grève pétrolière qui se réalisa entre décembre 2002 et février 2003.

Dans des déclarations à Union Radio, le chancelier de la République, Elias Jaua, s'est référé au communiqué émis ce jeudi par le Gouvernement Bolivarien pour rejeter les déclarations de Insulza sur la regrettable bagarre survenue mardi dernier à l'Assemblée Nationale et qui concordait avec les positions assumées par les porte-paroles du Département d'Etat et de la Maison Blanche.

Jaua a indiqué qu'il s'agit d'une stratégie politique qui, depuis la droite vénézuélienne, cherche à mentir sur la stabilité des institutions de l'Etat et de la démocratie comme conséquence désespérée de la défaite aux élections présidentielles du 14 avril dernier.

Il a souligné que grâce à la maturité politique des Vénézuéliens ainsi que grâce à la force des pouvoirs publics dans le pays, on a réussi à déjouer la situation générée par les désordres de la rue que des bandes de droite organisèrent le 15 avril après que le candidat battu aux élections du 14 avril, Henrique Capriles, ait refusé de reconnaître la victoire du président Nicolas Maduro.

Le chancelier a rappelé que l'OEA, les Etats-Unis et l'Espagne « ont peu parlé de la mort de plus de 9 citoyens, de plus de 70 blessés, de l'incendie de sièges des partis démocratiques comme le Parti Socialiste Uni du Venezuela », faits survenus les 15 et 16 avril.

« A ce moment-là, pour eux il n'y avait pas de crise. Maintenant une bagarre regrettable

qui ne doit pas se renouveler » a expliqué Jaua « se transforme en prétexte pour tenter de mettre en place une politique d'ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela.

Pendant l'entrevue, Jaua a regretté la violence survenue au Parlement National mardi dernier et a exhorté les députés bolivariens à ne pas tomber dans les provocations.

Le Ministre des Relations Extérieures a critiqué la position du chancelier espagnol, José Manuel Garcia Margallo, qui, lors d'une visite aux Etats-Unis, a fait des déclarations d'ingérence en offrant une médiation au Venezuela.

« Le chancelier espagnol doit se situer. Au Venezuela, on n'a pas besoin d'une médiation et on n'a demandé, ni à l'Espagne ni à aucun autre pays du monde aucune médiation dans les affaires intérieures du pays », a indiqué Jaua.

AVN 02/05/13

(traduction Françoise Lopez)